

SOS LMS 2/3

3138

(1941)

ARCHIVES

Projets rectificatifs concernant le prolongement des voies
de banlieue de Gagny à Vaires et de Vaires à Lagny.

| | | | |
|---------------------------------|------|----------|---------------|
| | C.A. | 5. 3.41 | 12 V 1° et 2° |
| Lettre S.N.C.F. au M. des T.P. | | 7. 3.41 | |
| Lettre S.N.C.F. au M. des T.P. | | 7. 3.41 | |
| Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F. | | 28. 5.4I | |
| Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F. | | 28. 5.4I | |

Projets rectificatifs concernant le prolongement des voies de banlieue
de Gagny à Vaires et de Vaires à Lagny.

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Direction Générale
des Transports

5ème Bureau

S.N.C.F. Région Est

Ligne de Paris à Strasbourg

Prolongement jusqu'à Lagny
des voies nouvelles de ban-
lieue (partie comprise en-
tre Gagny et Vaires).

Projet rectificatif

Est 166 - 8

C O P I E

Paris, le 28 mai 1941

Le Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Président du Conseil d'Ad-
ministration de la Société Nationale
des Chemins de fer français

Vous m'avez présenté, le 7 mars 1941, un
projet rectificatif concernant le prolongement,
jusqu'à Lagny, des voies nouvelles de banlieue
(partie comprise entre Gagny et Vaires), qui
annule et remplace celui déjà approuvé par les décisions
ministérielles des 16 mai et 14 septembre 1927.

Les dispositions réalisées sont indiquées dans la
notice explicative et figurées sur le plan joint au dossier.

Le Service Technique des Transports a fait observer
que le dépassement qui s'est produit sur le montant des dé-
penses approuvées aurait pu être sensiblement réduit si
le projet primitif avait été mieux étudié.

J'attire de nouveau votre attention sur la nécessité de
ne présenter les projets qu'après une étude approfondie
aux points de vue technique et financier, de manière à
éviter des régularisations qui mettent mes Services en
présence du fait accompli.

Sous réserve qu'il sera tenu compte de cette observa-
tion, je fixe comme suit, à titre de régularisation, le
montant des dépenses autorisées par les décisions précé-
dentes des 16 mai et 14 septembre 1927 :

.....

Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits, évalués en principal à...69.350.500 fr. sur lesquels 832.000 fr. sont à la charge des collectivités intéressées.

Coût primitif, en principal, des installations supprimées..... 1.018.000 fr

Valeur de reprise des matériaux utilisables.. 418.000 fr

Il est entendu que les imputations seront faites conformément à la circulaire ministérielle du 20 mai 1902.

Pour le Ministre et par autorisation
Le Directeur Général des Chemins de fer et
des Transports

Signé : René CLAUDON.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Direction Générale des Transports

5ème Bureau

S.N.C.F. Région Est

Ligne de Paris à Strasbourg

Prolongement jusqu'à Lagny des voies nouvelles de banlieue (partie comprise entre Vaires et Lagny)

Projet rectificatif

Est 166 - 9

Paris, le 28 mai 1941

Le Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Président
du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Vous m'avez présenté, le 7 mars 1941, un projet rectificatif, concernant le prolongement, jusqu'à Lagny, des voies nouvelles de banlieue (partie comprise entre Vaires et Lagny), qui annule et remplace celui déjà approuvé par les décisions ministérielles des 5 février et 20 juin 1934.

Les dispositions réalisées sont indiquées dans la notice explicative et figurées sur le plan joint au dossier.

Après examen par le Service Technique des Transports, je fixe, comme suit, à titre de régularisation, le montant des dépenses autorisées par les décisions précitées des 5 février et 20 juin 1934 :

| | |
|--|------------------------|
| 1°) Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits, évalués, en principal, à | 9.595.000 ^f |
| Coût primitif, en principal, des installations supprimées | 595.000 |
| Valeur de reprise des matériaux utilisables | 295.000 |
| 2°) Compte des travaux exécutés en application de la loi contre le chômage du 7 juillet 1934 | 5.500.000 |

Il est entendu que les imputations seront faites conformément à la circulaire ministérielle du 20 mai 1902.

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Directeur Général des chemins de fer
et des transports,

Signé: CLAUDON

mr

Service Central
des
Installations Fixes

C O P I E

Région de l'Est

Ligne de Paris à Strasbourg

Prolongement jusqu'à Lagny des
voies nouvelles de banlieue
(partie comprise entre Vaires
et Lagny).

7 mars 1941

Projet rectificatif

V.E. 133014-1
4

3411-103

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, en deux exemplaires, le projet rectificatif concernant le prolongement jusqu'à Lagny, des voies nouvelles de banlieue (partie comprise entre Vaires et Lagny) qui annule et remplace celui déjà approuvé par les décisions ministérielles des 5 février et 20 juin 1934.

Le présent projet, dont les travaux ont été réalisés antérieurement à la constitution de la S.N.C.F., a pour objet de régulariser une augmentation de dépenses résultant de diverses modifications et additions apportées au projet primitif, au cours de l'exécution des travaux.

La dépense totale qui dépasse de 3.390.000 fr le montant précédemment approuvé (11,410 M.) a été imputé au Compte des Travaux Complémentaires, suivant les modalités indiquées dans la notice explicative.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Signé : FOURNIER.

Service Central
des
Installations Fixes

Région de l'Est

Ligne de Paris à Strasbourg

C O P I E

Prolongement jusqu'à Lagny
des voies nouvelles de ban-
lieue (partie comprise en-
tre Gagny et Vaires).

7 mars 1941

Projet rectificatif

Veg 133014-1
3

3411-103

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, en deux exemplaires, le projet rectificatif concernant le prolongement jusqu'à Lagny, des voies nouvelles de banlieue (partie comprise entre Gagny et Vaires) qui annule et remplace celui déjà approuvé par les décisions ministérielles des 16 mai et 14 septembre 1927.

Le présent projet, dont les travaux ont été réalisés antérieurement à la constitution de la S.N.C.F., a pour objet de régulariser, outre une augmentation des dépenses résultant de la variation des prix, diverses modifications et additions apportées au projet primitif, au cours de l'exécution des travaux.

La dépense totale qui dépasse de 38 M. le montant précédemment approuvé (30,100 M.) a été imputée au Compte des Travaux Complémentaires.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Signé : FOURNIER.

5 mars 1941

3138

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration

du 5 mars 1941

QU. V - Projets

1°) Projet rectificatif concernant le prolongement
de voies de banlieue de Gagny à Vaires.-

P.V.

M. LE PRESIDENT rappelle qu'il s'agit de la régularisation de dépassements constatés dans l'exécution de deux projets intéressant la Région Est et dont l'origine est antérieure à la S.N.C.F.

Ces dépassements, imputables, en même temps qu'à la hausse des prix, à des modifications ou additions apportées en cours de travaux, sont particulièrement importants en l'espèce et il est certain que des projets rectificatifs auraient dû être présentés en temps utile à l'approbation ministérielle.

En vue d'éviter que de telles irrégularités puissent se reproduire à l'avenir, le Directeur Général a donné des instructions très précises, aux termes desquelles les Régions doivent établir des états-navettes tenant compte de la situation des dépenses au 31 décembre, au 30 juin et au 30 septembre de chaque année et les adresser aux Services Centraux intéressés, avec copie au Service du Budget, respectivement les 20 février, 20 août et 20 novembre. Ces états indiquent pour chaque projet le montant des crédits alloués et celui des engagements effectivement réalisés.

La procédure ainsi prévue, si elle est scrupuleusement observée, doit permettre de suivre l'évolution des engagements et, conformément aux instructions ministérielles, de présenter, le cas échéant, les projets rectificatifs utiles.

Au surplus, le Conseil connaîtra désormais lui-même périodiquement des conditions d'exécution des projets, tous renseignements nécessaires à ce sujet devant figurer dans le rapport trimestriel sur la situation financière qui doit être soumis au Secrétariat d'Etat aux Communications en exécution du décret du 11 décembre 1940 sur le contrôle.

Pour le passé, il ne peut qu'être procédé à une régularisation a posteriori. La situation sera apurée le plus rapidement possible.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT souligne qu'en ce qui concerne le premier projet, les dépassements représentent 130% des dépenses prévues, alors que, d'après les instructions ministérielles, toutes justifications utiles doivent être présentées dès que les dépassements sont supérieurs à 10% du montant initial des travaux.

Après échange de vues auquel prennent part également M. GRIMPRET, M. LAURENT-ATTHALIN et M. LE BESNERAIS, le Conseil approuve les deux projets rectificatifs.

STENO p. 12

M. LE PRESIDENT. - Ces deux projets sont soumis à titre de régularisation. Ils concernent la Région Est et intéressent les deux étapes de réalisation du prolongement des voies nouvelles de banlieue jusqu'à Lagny.

Le premier projet, relatif au prolongement entre Gagny et Vaires des voies nouvelles de banlieue, a été présenté en 1924, approuvé en 1927 et terminé avant que la S.N.C.F. fut constituée.

Le second projet, relatif au prolongement de ces mêmes voies entre Vaires exclu et Lagny exclu, a été approuvé en 1934 et réalisé également avant la constitution de la S.N.C.F..

Il en résulte donc que, si nous demandons la régularisation des dépassements de crédits constatés, notre responsabilité ne saurait être engagée pour autant.

Les crédits prévus pour le premier projet s'élevaient à 29.740.000 fr et les dépenses réelles ont atteint 68.100.000 fr, soit plus du double des estimations primitives. Le dépassement à régulariser est de 38.360.000 fr. La note qui a été distribuée s'efforce de justifier ou d'expliquer ce dépassement.

Il est dit, en premier lieu, que, contrairement aux prévisions, la nature des terrains s'est révélée telle qu'il a fallu effectuer d'importants travaux de consolidation et d'assainissement et qu'il en est résulté une dépense supplémentaire de

13 M. 090. Mais il semble qu'il aurait été possible de déceler cet inconvénient à l'origine et qu'il ne peut être question d'imprévision.

Il est indiqué, en second lieu, que le surplus des dépassements de crédits est dû à des additions apportées au projet (5.170) et à la hausse des prix (20 M. 100).

Quelles que soient les considérations que l'on peut faire valoir, il est certain que ces dépassements auraient dû, en toute hypothèse, être soumis à l'approbation ministérielle avant que les travaux soient entièrement exécutés.

La même observation s'impose en ce qui concerne le second projet, encore que la proportion des dépassement soit beaucoup plus faible. Le crédit prévu était, en effet, de 11 M. 410, ~~mais~~ alors que les dépenses réelles se sont élevées à 14.800.000 fr. Là encore, le dépassement de 3.390.000 fr est presque exclusivement justifié par des modifications ou additions apportées au projet primitif.

Il importe de prendre toutes mesures utiles pour qu'à l'avenir des faits ~~semblables~~ semblables ne se reproduisent plus. Vous savez qu'à cet égard, des instructions très nettes ont été données, tant par le Ministre qu'à l'intérieur même de la S.N.C.F.. La dernière instruction intérieure de la S.N.C.F., qui remonte au 12 juillet 1939, précise que, les 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année, des états-navettes indiquant pour chaque projet en cours le montant des crédits alloués et celui des dépenses engagées seront établis et adressés aux Services Centraux intéressés, avec copie au Service du Budget.

Les Services Centraux sont donc désormais à même, par un examen minutieux de ces états-navettes, de suivre exactement l'évolution des dépenses d'établissement et, ce qui est plus important encore, l'utilisation des crédits d'engagement, et ils

peuvent, en temps utile, présenter, conformément aux instructions ministérielles, les projets rectificatifs nécessaires. Les derniers états complets que nous ayons reçus sont ceux qui ont été arrêtés au 30 septembre (ceux qui ont été arrêtés au 31 décembre et qui doivent être adressés aux Services Centraux le 20 février ne nous sont pas encore parvenus intégralement). Ces états au 30 septembre font ressortir trois dépassements : l'un, relatif à la gare de Strasbourg, vous a déjà été soumis ; les deux autres qui concernent les ateliers de Montigny, d'une part, et certaines lignes de la Région Est, d'autre part, feront l'objet de projets rectificatifs dont vous aurez prochainement à connaître.

Je crois donc que, pour l'avenir, en tenant la main à ce que soit strictement observée la procédure établie, nous arriverons à éviter les dépassements à régulariser a posteriori.

^{Mais}
Il reste à liquider le passé. A l'heure actuelle, des enquêtes sont faites dans les Régions, en vue d'apurer la situation. Vous serez, par conséquent, encore appelés à connaître d'un certain nombre de projets rectificatifs qui ne constitueront qu'une simple formalité de régularisation.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Je crois devoir souligner qu'en ce qui concerne le premier projet, le dépassement des dépenses réelles, par rapport aux dépenses autorisées, atteint 130 %, alors que toutes justifications utiles doivent, d'après les instructions ministérielles, être présentées dès que les dépassements sont supérieurs à 10 %.

.....

M. LE PRÉSIDENT. - Il est évidemment impossible de déterminer la hausse des prix intervenue entre 1924 et 1938.
M. LE PRÉSIDENT. - Les instructions intérieures de la S.N.C.F. relatives à la surveillance des dépenses d'établissement datent de 1938 et 1939 et sont très strictes.

Je suis absolument de votre avis : il n'est pas admissible qu'un projet de 29 M. arrive à coûter 68 M., sans que, ni les Services Centraux, ni les Services du Ministère en aient été avisés. Nous rappellerons sévèrement à l'ordre les chefs de service qu'il y aura faute.

M. GRIMBERT. - En ce qui concerne le premier projet, l'augmentation des dépenses due à la hausse des prix est évaluée à 73 %. Ce pourcentage ne paraît bien exagéré, étant donné que les travaux ont été terminés antérieurement aux événements de 1938, c'est-à-dire avant la loi de 40 heures et les lois sociales, qui ont entraîné une augmentation des prix.

M. LE PRÉSIDENT. - Je crois qu'à la vérité, il ne faut pas trop s'arrêter aux différentes rubriques sous lesquelles ont été répartis les dépassements. Nous avons, en outre, la situation financière de la Société, et à

M. LE PRÉSIDENT. - Il s'agit de la comparaison des prix effectivement payés à ceux prévus lors de l'établissement du projet, en 1924. Nous n'avons pas les moyens de vérifier si l'estimation a bien été faite d'après les prix de l'époque.

La commission du budget d'exploitation et la troisième à la disposition.

Dans la première partie, concernant le budget d'établissement, il devra être établi que les dépenses ont été faites dans les conditions de travail et les progrès de travaux.

Les projets sont approuvés.

M. LAURENT-ATTHALIN.-Il est évidemment impossible de déterminer la hausse des prix intervenue entre 1924 et 1941. L'erreur est de laisser un si long temps s'écouler entre le moment où les travaux sont finis et le moment où il faut régulariser la situation. Aussi, plus tôt on liquidera le passé, mieux cela vaudra.

M. LE PRESIDENT.- Je suis d'accord : il faut liquider le passé. Pour l'avenir, nous rappellerons sévèrement à l'ordre toutes les fois qu'il y aura faute.

M. LE DESNERAIS.- Je ne crois pas qu'il reste encore beaucoup de projets à régulariser. J'ai demandé au Service du Budget d'étudier à fond les état-navettes et de me présenter un rapport d'ensemble à leur sujet.

M. LE PRESIDENT.- J'ajoute que le Conseil lui-même sera en mesure désormais de suivre l'exécution des projets.

Ainsi que vous le savez, en effet, le décret du 11 décembre 1940 portant organisation du contrôle de l'Etat sur les chemins de fer nous oblige à fournir, tous les trois mois, un rapport sur la situation financière de la Société, et à l'adresser au Secrétaire d'Etat aux Communications et au Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances. Je suis en train d'arrêter le canevas de ce rapport. A mon avis, il devra comprendre trois parties relatives : la première au budget d'établissement, la seconde au budget d'exploitation et la troisième à la trésorerie.

Dans la première partie, concernant le budget d'établissement, il devra tout particulièrement être fait état des conditions dans lesquelles s'exécutent les programmes de travaux et les projets.

Les projets sont approuvés.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 5 mars 1941

V.- Projets

- 2°) Projet rectificatif concernant le prolongement
des Voies de banlieue de Vaires à Lagny.

Nu° proj. 1°)

-

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 5 Mars 1941

NB
V-587

(Question N° V/1)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le 21 FEV 1941

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet :

du projet rectificatif concernant le prolongement
jusqu'à LAGNY des voies nouvelles de banlieue.
lère phase d'exécution.

(Partie comprise entre GAGNY et VAIRES).

Antérieurement à la constitution de la S.N.C.F., le Réseau de l'Est a réalisé le prolongement, jusqu'à LAGNY, des voies nouvelles de banlieue, dont l'exécution a été scindée en 2 parties ; la première comprise entre GAGNY et VAIRES et la seconde entre VAIRES et LAGNY, chacune ayant fait l'objet d'un projet distinct.

Le premier projet dont il s'agit dans le présent dossier avait été présenté le 2 Juin 1924 et approuvé par les décisions ministérielles des 16 Mai et 14 Septembre 1927. Par cette dernière décision, les dépenses autorisées étaient fixées à 30,100 M imputables au compte des travaux complémentaires, mais, compte tenu de quelques travaux de faible importance, tels que l'allongement d'un ponceau, la dérivation d'un rû, la démolition d'une M.G., la construction d'un bâtiment pour le Service Médical et de quais découverts G.V., évalués au total à 360 000 fr, qui ont été, soit réalisés sur d'autres projets, soit ajournés, le montant des dépenses autorisées s'est trouvé ramené à $30,100 \text{ M} - 0,360 \text{ M} = 29,740 \text{ M}$.

Or, les dépenses réellement faites (qui l'ont toutes été avant la constitution de la S.N.C.F.), se sont élevées à 68,100 M correspondant à un dépassement de 38,360 M qu'il s'agit de régulariser auprès de l'Administration Supérieure.

Les principales causes du dépassement sont les suivantes :
Imprévisions quant à la nature des terrains et aux installations provisoires de signalisation, additions apportées au projet et hausse des prix sur la main-d'oeuvre et les matériaux entre l'époque de la préparation du projet et la période d'exécution des travaux :

- a) Contrairement aux prévisions, la nature du terrain s'est révélée telle, en cours d'exécution, qu'il a été impossible d'utiliser en remblais une grande partie des terres provenant des déblais et, d'autre part, il a été nécessaire d'effectuer d'importants travaux de consolidation et d'assainissement (contreforts, adoucissement de talus, murs de pied, matelas en sable) dans l'importante tranchée de GAGNY et dans les remblais de CHELLES.

Les installations provisoires de signalisation ont été très importantes par suite des mises en service successives des V.P. au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

- b) Les principales additions apportées au projet ont trait à l'installation de nouvelles jonctions, provisoires et définitives entre les différentes V.P., au remplacement de la signalisation mécanique prévue par la signalisation lumineuse qui a, de plus, été étendue aux voies existantes, au renforcement des poteaux des lignes télégraphiques et à l'adjonction de leviers supplémentaires aux postes 2G et 3G de GAGNY, corrélatifs de l'installation de nouvelles jonctions.

- c) Enfin, il est survenu la hausse des prix de main-d'oeuvre et de matériaux entre l'époque de la préparation du projet (1922 à 1927) et la période active d'exécution des travaux (1928 à 1935) a entraîné une augmentation des dépenses, de 73%.

Les dépenses supplémentaires constituant le dépassement se répartissent donc comme suit :

| | |
|--|-----------------|
| -Imprévisions et consolidation des déblais et remblais | 13,090 M |
| -Additions | 5,170 M |
| -Hausse des prix | 20,100 M |
| Soit | <u>38,360 M</u> |

Le présent projet rectificatif, qui annule et remplace celui approuvé par les décisions des 16 Mai et 14 Septembre 1927, a pour objet de régulariser ce dépassement. Les dépenses ont été imputées au compte des Travaux Complémentaires sur les exercices antérieurs.

Il est signalé, d'autre part, que le projet rectificatif souligne - en demandant leur approbation au point de vue technique - quelques modifications apportées au projet primitif à la suite des Conférences et des enquêtes de commodo vel incommodo ouvertes dans les communes intéressées, modifications qui ont porté principalement sur l'ouverture et la largeur de certains ouvrages ; la plus grande partie des dépenses correspondantes a été prise en charge par les collectivités et le supplément entre pour une part infime dans les dépassements.

Il est demandé à MM. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir donner leur approbation au projet ainsi présenté.

Le Directeur du Service Central
des Installations Fixes.



du 5 Mars 1941

(Question N° V/L)SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le 21 FEV 1941

NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet :

du projet rectificatif concernant le prolongement
jusqu'à Lagny des voies nouvelles de banlieue
(Section comprise entre Vaires exclu et Lagny
exclu km 22,730 au km 27,325.

Le projet de prolongement jusqu'à Lagny des voies nouvelles de banlieue a été réalisé en deux parties qui ont fait chacune l'objet d'un projet distinct, présenté et approuvé avant la constitution de la S.N.C.F.

La première partie, comprise entre Gagny et Vaires fait l'objet d'un dossier rectificatif, soumis d'autre part à M.M. les Membres du Conseil d'Administration.

La seconde partie, comprise entre Vaires exclu et Lagny exclu, objet du présent dossier, a été approuvée par les décisions ministérielles des 5 Février et 20 Juin 1934.

Les dépenses autorisées étaient fixées à 11 M 410 imputables au Compte des travaux complémentaires.

Les dépenses réellement faites (qui l'ont toutes été avant la constitution de la S.N.C.F.) se sont élevées à 14 M 800.

Le dépassement de 3 M 390 est dû entièrement à diverses modifications et additions apportées aux dispositions primitives, au cours de l'instruction du projet et de l'exécution.

Ce sont notamment :

1°) A la demande du Service des Ponts et Chaussées de Seine-et-Marne l'augmentation de largeur de deux ouvrages, (un P.S. et un P.I.), et, à la demande de M.le Directeur du Contrôle, le remplacement, par un P.S. à construire, d'un P.N. prévu à supprimer et dont il avait été envisagé de reporter la circulation sur un ouvrage voisin.

Le principe de ces modifications a d'ailleurs été approuvé par les décisions ministérielles des 5 Février et 20 Juin 1934 sus-visées.

2°) L'installation de liaisons supplémentaires entre les voies anciennes et nouvelles et la modification des dispositions de voies à l'entrée, côté Paris, de la Gare de Lagny.

3°) Le remplacement par un poste électrique du poste Saxby 2 L de la gare de Lagny prévu au projet.

4°) L'incorporation au projet des dépenses relatives à l'exécution, en gare de Lagny, de remblais destinés à la modification ultérieure des installations de cette gare prévue à l'avant projet de prolongement des 4 voies de banlieue dans la gare

....

même de Lagny et dont l'exécution n'a finalement pas été entreprise.

Le présent projet rectificatif , qui annule et remplace celui approuvé par les décisions des 5 Février et 20 Juin 1934, a pour objet de régulariser le dépassement.

Les dépenses au compte des travaux complémentaires ont été imputées, sur les exercices antérieurs, de la façon suivante :

9.300.000 fr au Compte d'Etablissement normal
5.500.000 fr au Compte des Travaux Complémentaires
exécutés en application de la loi du
7 Juillet 1934 (Grands travaux contre le
chômage).

une décision ministérielle du 13 Juillet 1934 ayant en effet prescrit que les travaux dont il s'agit feraient partie du plan contre le chômage , mais comme ils étaient déjà entrepris, les imputations faites ne furent pas modifiées, mais seulement appliquées pour les travaux restant à exécuter.

Il est demandé à M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver ce projet.

Le Directeur du Service Central
des Installations Fixes.

Donner